

# Pauvreté et élevage dans la steppe nord-africaine

Hassan KAMIL

Contribution à l'Atelier-recherche "élevage et pauvreté"

Montpellier, les 11-12 septembre 2003

Les réalités socio-économiques et politiques de zones steppiques du Maghreb connaissent une dynamique qui n'a pas réellement fait l'objet d'investigation. Le phénomène de la pauvreté y était certainement présent. Résultant de contraintes naturelles ou politiques, elle ne pouvait être assimilée à des crises passagères, souvent rapportées dans la littérature, même si, comme le souligne Michel (1997 : 61) en parlant du Maroc : "la majeure partie de l'histoire économique de ses campagnes ne nous est connue que par la mention dans les sources de disettes ou de famines."

Les chroniqueurs mettent souvent en exergue le caractère catastrophique des disettes, mais de point de vue strictement historique, et comme le souligne l'auteur on ne peut que s'interdire "de n'expliquer chaque désastre démographique que par un accident" car "ces crises s'inscrivent dans une très longue histoire, c'est-à-dire qu'elles touchent au plus profond des structures de l'économie rurale. Elles suggèrent un trait essentiel de celle-ci : l'incapacité à assurer en tout temps la subsistance de l'ensemble de la population, en d'autres termes l'insuffisance globale de la production agricole."

Il est vrai, la description des crises révèle une paupérisation accrue des populations nomades, comme celle faite par Fraguier (1953 : 71-97), en parlant de Géryville ou El Biodh en Algérie, à la suite de la sécheresse de 1945 : "au millier d'Européens et d'Israélites, on peut ajouter 1000 à 1500 âmes dont la vie est gagnée par le chef de famille. Le reste n'a aucune occupation fixe et végète : retraités misérables, individus vivant de la vente d'une charge de bois ou d'alfa, d'un petit troupeau de 5 à 6 têtes pacageant aux alentours, de petits services rendus, d'expédients, de vol, de rapines et aussi de la prostitution". Ces éleveurs nomades ont basculé brusquement dans le dénuement total, tentent de travailler dans les chantiers d'alfa, mais "si leur cheptel continue à se décimer, (ils) retombent dans la foule, hélas grandissante des mésireux". Fraguier (Op. cit).

Si on se fie à l'historiographie locale, les crises étaient nombreuses et jetaient à chaque fois des milliers de pasteurs aux portes des bourgades. C'est le cas du grand quartier "Tentes-villes- 20 août" à Taourirt, où les familles vivent sous des tentes tissées en alfa, comme le soulignait Tag (1986), ou du douar Mrayer situé à la périphérie de Missour, abritant une population d'une extrême pauvreté s'employant dans les petits métiers ou les travaux occasionnels (Kamil, 1999).

La steppe dont l'état de rusticité est décrit en ces termes par Benachenou : «Les eaux dévalent de toutes parts, entraînant avec des galets, arbres, murs de ksar et souvent barrages. A peine ont-elles cessé de couler le long des oueds, que le paysage reprend son aspect morne et dénudé». La steppe a marqué les observateurs par son caractère imprévisible. Mais, ce sont surtout les dynamiques sociales qui y sont restées ambiguës.

## La steppe, espace politique et enjeux de pouvoirs gestion politique

La steppe est souvent présentée comme un couloir de passage. Cote (1983) rapporte que la steppe est un «vaste boulevard...qui, au cours des âges, a favorisé les déplacements, la vie agro-pastorale, la constitution de grands états »

Les mouvements humains y sont intenses, mais les horizons se situent toujours au-delà de ces espaces inhospitaliers. Les chroniqueurs rapportent les mouvements des Arabes Béni Maqil et Beni Salim traversant la steppe pour venir conquérir les plaines du Margherb. La steppe est aussi le théâtre de confrontations permanentes entre tribus et entre confréries religieuses. Pendant des siècles, la steppe est souvent considérée comme pays d'insoumission, vivant en marge de tout contrôle politique par le pouvoir central.

Foucauld (1939) nous rapporte, lors de son voyage au siècle dernier, l'état d'insoumission de certaines zones steppiques qu'il a traversées à la fin du siècle dernier : "Ainsi qu'il était convenu, mes zétats m'ont abandonné au col de Telremt. Là commence le blad el makhzen : au nord du col, les Ait Izdeg, qui sont en mauvais termes avec le sultan, trouveraient du danger à s'avancer en petit nombre, et les voyageurs, étant en pays soumis, n'ont plus besoin d'escorte."

Il rapporte qu'il fallait payer un droit de péage dit *anaia* aux tribus soumises. Le sultan autorise ces tribus à demander cette redevance aux voyageurs. Les troupes armées sont installées au niveau d'aire de péage ou *nezala*. Le pouvoir central contrôlait les zones insoumises grâce à des tribus qui lui sont inféodées.

Même les zones dites soumises restent contestataires. «En entrant à Missour, j'ai quitté le blad el makhzen. Les Oulad Khaoua, sur les terres desquels j'ai marché la majeure partie de la journée, sont soumis au sultan : c'est une soumission peu effective, bornée à la remise d'un léger impôt entre les mains du qaïd d'El Qçabi ; du reste, la tribu se gouverne à sa guise. On ne peut circuler sur son territoire qu'avec un zetat, bien qu'il soit compté blad el makhzen».

Les relations des populations nomades avec le pouvoir central y étaient mitigées. Certaines auteurs réfutent aussi bien la représentation makhzen-siba, que l'indépendance des bédouins par rapport au pouvoir central" et privilégient un rapport oscillant entre l'alliance et la tentation de " la prise du pouvoir ou à en tirer plus de bénéfices en lui rendant service. » (Mouldi, 1994 : 29). D'autres insistent par contre sur ce rapport dual et de confrontation avec le pouvoir central, pour expliquer la politique makhzénienne, la distinction par la colonisation entre un pays utile et un pays inutile, et enfin ses prolongements idéologiques dans les politiques de développement des pays indépendants.

Les zones reculées, et en particulier les steppes, avaient aux yeux du pouvoir religieux un statut particulier. Berque (1982 : 196) rapporte que «beaucoup de régions du Maroc et du Maghreb restaient, au regard du *fiqh*, quoique terre d'Islam, des « pays de mission », avec cette différence toutefois que ses principes n'y faisaient jamais l'objet de négation ni d'opposition ouvertes, mais seulement de tempéraments, d'inflexions, d'amalgames». Objets de convoitise par les mouvements confrériques qui s'y développèrent plus qu'ailleurs, par "les "Ulémas, *foqahâ*, et tous ceux qui par le biais du religieux coopéraient à l'expansion de la civilisation arabo-musulmane étaient tenus, en l'occurrence, pour investis d'une fonction correctrice, d'une catéchèse permanente». Le rôle politique que jouent les confréries et les lignages maraboutiques transcendait la division pasteur-agriculteur, pour jouer un rôle d'arbitrage.



## **Sociétés égalitaires, sociétés en stagnation ?**

Le postulat de l'anomie des sociétés pastorales, par une sur-interprétation de la théorie khaldounienne, qui met en avant le dualisme entre l'ordre des cités et le désordre des bédouins, a eu longue vie chez des auteurs anciens et contemporains. Le mythe des invasions hilaliennes, au XI<sup>ème</sup> siècle, à partir du désert d'Arabie, dessine une conquête de l'Afrique du nord. Les envahisseurs s'infiltrèrent "d'est en ouest, et pénétrèrent au Sahara. Les Berbères furent refoulés ; ils s'accrochèrent aux montagnes (Aurès, Kabylie, Rif, Atlas) ; au Sahara ils se réfugièrent dans les régions difficilement accessibles." (Eydoux, 1943 : 77). Au XIII<sup>ème</sup> siècle, un fait nouveau se produit, ajoute COLIN G.S., 1938 (265-265), les Ma'qil, arabes nomades venus d'Arabie à travers l'Egypte, la Tripolitaine et la zone saharienne du Maghrib central, abordent le Maroc extérieur par le Sud-Est ; ils s'y répandent rapidement, de l'embouchure de la Molouya au Sous, imposant leur tutelle aux sédentaires des qsours et des oasis, et leur "protection" -moyennant un péage- aux caravaniers."

L'histoire de la steppe, jalonnée par des mouvements de population, n'a été connue que par l'agitation des tribus et leurs invasions, traits caractéristiques de la sociologie des déplacements des populations de l'Afrique du Nord. De vastes espaces, occupés par des tribus gardant une certaine liberté par rapport aux pouvoirs centraux, vont être qualifiés de "terres d'insoumission" et d'anarchie.

Tozy (1989 : 83-103) affirme : que « L'absence de l'Etat/Makhzen n'entraînait pas nécessairement le chaos et l'anarchie. La « siba » trouvait plus une qualification politique que juridique. ». Le monde bédouin était régi par un ordre fondé sur des règles strictes, sur un droit coutumier écrit ou tacite, sur un code de l'honneur et sur des accords entre groupes sociaux, qui assurait au pastoralisme, en tant que procès de production, des conditions favorables à son déroulement.

## **Convoitise coloniale et éclatement de la crise**

La steppe a retenu l'attention de l'administration coloniale, source d'alfa, de mines, de viandes et de laines. Comme le rapporte Dr Velu (1926 : 77-90) , en parlant de la laine, "la France, qui en utilise chaque année 2.500.000 quintaux, n'en produit que 300.000... Le Maroc ne lui envoie que la minime quantité de 30 à 50.000 quintaux suivant les années. Il pourrait lui fournir beaucoup...La question du mouton et de la laine doit être une des premières à retenir l'attention. C'est une richesse d'avenir, si nous prenons à temps les dispositions en vue de son exploitation rationnelle." Le même souci de tirer profit des nappes alfatières se heurtait au manque crucial en main d'œuvre. Metro (1947 : 401-413) rappelle qu'au Maroc, "sur un total de 650 000 hectares en exploitation, on dispose seulement d'une centaine de points d'eau", ce qui réduit les possibilités d'accueillir des ouvriers. Or, cette superficie représentait en 1938 le tiers de la totalité de l'alfateraie marocaine, domaine de pâturage d'appoint par excellence des zones steppiques.

Pour organiser l'acheminement des produits, la steppe était traversée par deux voies ferrées au Maroc et en Tunisie, qui avaient pour rôle de drainer l'alfa, la laine et les moutons dits "oranais" vers les ports, comme celui de Nemours en Algérie, pour être exportés vers la Métropole. Concernant l'alfa, en dépit des contrats emphytéotiques concédés à des sociétés privées qui employaient les éleveurs pauvres, le niveau d'exploitation demeurait très faible comparativement aux espoirs de l'administration coloniale. Cette exploitation va s'affaiblir après l'indépendance. En Algérie, par exemple, à partir de 1984, les nappes alfatières ont été exclues du domaine forestier, ce qui a été à l'origine de développement des cultures

céréalières. Jusqu'aux années 1970, l'exploitation avait avoisiné 200 000 t, et n'a guère dépassé 2000 t deux décennies plus tard.

Mais, la richesse que pouvait représenter la steppe se trouvait contrariée par les contraintes qu'allaient affronter les administrateurs face à un mode de production dont les mécanismes leur échappaient.

Forichon (1952 : 440-447), alors chef de Cercle, dans la même zone rappelle : «l'élevage extensif des zones arides a toujours comporté, par lui-même, de sérieux aléas. Sans doute, l'hécatombe de 1945-46 est-elle un cas limite, mais un printemps sans pluie et c'est aussitôt une perte substantielle dans le poids des animaux, et, aux premiers froids, une sévère mortalité... Dans le cercle le cheptel est tombé de plus de 300 000 têtes d'ovins en 1944 à un peu plus de 50 000 têtes».

Les crises alimentaires d'aléatoires sont devenues permanentes, en dépit de la multiplication des cultures de céréales. Forichon rapporte que : «trois tribus sur six sont déficitaires : les Ouled el Haj, les bēni Ouaraïn, les Bēni bou Yahī, auxquels, au total, il manque, chaque année, au moins 40 000 quintaux de céréales»

### **Effets de la détribalisation**

La période de bled siba et d'anarchie, à propos de laquelle nous ne disposons que d'éléments d'informations éparses, se rapporte à la période pré-coloniale. L'administration coloniale va ébranler les bases sociales qui caractérisait la tribu en tant qu'unité politique. En plus de la politique clairement affichée de sédentariser les nomades, c'est un système administratif nouveau qui va être imposé aux tribus dans le cadre de la politique de "pacification".

Sur le plan juridique, le sénatus-consulte de 1863 transforma le droit des indigènes sur les terres *arch* en droit de propriété collective. Les lois de juillet 1873 et celle d'avril 1887 " qui constituèrent une réplique au sénatus-consulte, en revenant à la notion de terres *arch* dans le sens d'un usufruit toléré par le souverain, tout en reconnaissant le caractère indivis des terres. La loi de 1887 avait précisément pour but de faciliter l'accès aux terres pour l'Etat français et pour les colons, donc de développer la propriété privée dans les terres tribales." ( Mouldi, 1994 : 77). C'est en Algérie que l'effet de cette juridiction va avoir un effet destructeur des structures agraires préexistantes. Mais, elle sera vite appliquée en Tunisie et ensuite au Maroc.

Très précoce en Algérie, la sédentarisation au Maroc a été déclenchée au début du XXème siècle par les problèmes géopolitiques qu'a connus la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Le traité de Lalla Maghnia a scindé certaines tribus en deux ou plusieurs groupes de part et d'autre de la frontière, réduisant ainsi leur espace de nomadisation.

### **Effritement des solidarités**

Le vent de sédentarisation qui a soufflé depuis l'instauration de l'administration coloniale a ouvert les terres de parcours *arch* au défrichement et à l'appropriation privative. La destruction de l'espace steppique a conduit à la détribalisation et à l'effritement des liens sociaux, longtemps maintenus par des échanges réguliers et fréquents. On peut ici que la destruction de la relation espace cultivé / espace pâturable peut être repérée au niveau régional, c'est le cas de la soustraction du Tell algérien à l'ensemble des déplacements, la réduction de l'achaba décrite par Boukhobza, et de la soustraction des espaces complémentaires à la steppe.



L'économie de la steppe s'est retrouvée ainsi menacée par la réduction de « l'espace vital de l'élevage », par la réduction des transhumances des tribus, et par la surcharge animale grandissante, avec une course à l'appropriation, en terme d'exploitation des ressources et de campement, de plus en plus intense. La croissance démographique ne pouvait plus trouver dans la mobilité une solution. Cette dernière était non seulement un processus physique, un déplacement de personnes et d'animaux, mais un rapport social à l'espace et aux autres groupes sociaux chez qui on se rend. Les multiples accords pastoraux, d'échange, de protection, etc. s'inscrivaient dans une économie de don et de contre don, qui allégeait le poids des contraintes naturelles et sociales.

Ces pratiques d'entraide se matérialisaient par la « mise en commun des moyens de transports pour l'abreuvement des troupeaux éloignés du point d'eau, envoi dans le Tell ou dans les oasis du Sud de caravanes chargées de ramener blé ou dattes et le ravitaillement en général ; mise en commun des efforts pour aménager, désensabler les points d'eau, pour assurer la sécurité et la garde des campements, la recherche des animaux égarés ; l'entraide par des pactes d'azila et de maniha, etc. » Fraguier (Op. cit.)

Mais, les rapports d'échange ne pouvaient plus contenir la tension due à l'arrivée de migrants ou à l'empiètement sur les terrains de pâturages. Les éleveurs, sont contraints de négocier par la force leurs déplacements sur les territoires des autres tribus.

Ce fut le cas notamment des piémonts du Moyen Atlas et du Haut Atlas au Maroc. Peyron (1994 : 71-79) rapporte qu'en année de sécheresse, on coupe jusqu'aux branches des cèdres pour nourrir le cheptel défaillant. La recherche des pâturages pousse les pasteurs "à entraîner leurs troupeaux toujours plus loin, et plus haut.", ce qui ne manque pas de créer des conflits entre groupes liés auparavant par des accords pastoraux destinés à réglementer l'accès aux pâturages aux uns et aux autres. Dans certains cas, la paupérisation a poussé des familles entières à émigrer et à s'installer dans des zones lointaines. C'est le cas des Ouled Khaoua au Moyen Atlas « éleveurs arabes, originaires de la moyenne Moulouya, chassés de cette région par la sécheresse des années 1945. Ils sont sans support foncier, sans terres de parcours et dans des conditions de pauvreté extrême. » comme nous les décrivent Attia H. et Benhlima H. (1973 : 179-182)

Ces éleveurs se sont employés comme bergers au sein de la confédération des Beni M'Guild, mais ont pu constituer des troupeaux sur des territoires où ils étaient tolérés. La réduction du finage par la colonisation et le développement des cultures au niveau de la plaine, jadis pâturage d'hiver, a poussé les autochtones commettre des représailles à leur égard. Des confrontations sanglantes les opposent depuis des décennies. Mettant en avant un droit d'autochtonie et d'ancestralité, les Beni M'Guild contraignent leurs anciens bergers à leur céder leurs troupeaux ou à quitter la zone. Les situations dramatiques que vit cette population traduit les risques encourus par les pasteurs pauvres, lors de leurs trajectoires après les situations décapitalisation (Kamil, 1999a)

Emergeant comme unité principale de production et de consommation, la famille doit alors défendre la propriété privée des moyens de production ; "cette évolution est produite à travers un mouvement de détachement de l'unité domestique par rapport au groupe tribal (le douar qui représentait jadis l'unité principale de production déterminant les conditions de l'existence familiale)» (Mouldi , 1994 : 129)

Crises et famines ne sont plus imputées uniquement aux facteurs naturels. Les observateurs ont commencé déjà, pendant la période coloniale, à noter la paupérisation grandissante des éleveurs à cause des bouleversements des structures de pouvoir au sein des tribus nomades. Les proportions prises par la catastrophe de 1945 sont, selon Fraguier (Op.cit) en grande

partie dues à l'individualisme et la perte du sentiment collectif qui commençaient à gagner la steppe.

## **Administration étrangère**

L'un des éléments déterminants de cette politique est le transfert du pouvoir de la tribu aux centres administratifs, notamment du Cheikh issu de la tribu au Caïd, souvent imposé et même étranger au groupe, choisi selon Boukhoba (1982 : 127) "en fonction des nouveaux intérêts à défendre qui ne recouvrent presque jamais ceux de la tribu...constitue une aliénation bien pire que celle qu'ils subissent vis-à-vis de la sécheresse, des épidémies et maladies".

Les Caïds parviennent même à interdire, selon Tag (1985 : 23-41) avec l'appui colonial aux insoumises parmi les tribus de parcourir les domaines à bons pâturages ou d'abreuver leur cheptel".

La remise en cause des valeurs liant les éleveurs nomades entre eux par l'institutionnalisation du caïdat va faire rapidement perdre à la tribu et à ses leaders les fonctions socioéconomiques et politiques. La tribu ne recouvre plus alors la notion de collectivité à laquelle s'identifie le pasteur. Fraguier (Op.cit.) rapporte que «Sur les 18 tribus de l'Annexe de Geryville, plusieurs caïds sont étrangers à leur tribu, d'autres n'appartiennent pas à de grandes familles ayant de l'influence. Aucun ne vit plus en éleveur au milieu de sa tribu, tous possèdent des maisons à Géryville ou dans les ksours" ; il s'agit bien là d'une révolution dont "les effets seront rapides et accéléreront la désagrégation du milieu social.»

Mais en définitive, la question qui hantait les pouvoirs coloniaux et après eux l'administration des pays indépendants, comme le résume Forichon (Op. cit) : « Ces vastes espaces sont-ils condamnés à un processus de mort ou, tout au moins, à une définitive stagnation ?... Avons-nous eu à proprement parler une politique vis-à-vis des nomades ? Il semble que non».

Cette vision de stagnation ne va pas quitter la politique de développement : les zones steppiques sont le lieu par excellence de cet état de léthargie, oscillant entre la mort d'un désert, et les zones susceptibles d'être mises en valeur. La société est supposée en dégradation au même titre que son assise matérielle. Les solutions proposées par les planificateurs visent la réhabilitation des solidarités traditionnelles. Toutefois, la méconnaissance des rapports sociaux dans le monde rural n'était pas corrigée par des investigations de terrains, ni par une analyse contextualisée des structures sociales.

## **Centres urbains et prolétarisation**

Les bouleversements de l'espace steppique sont aussi dus à la création de nouveaux pôles commerciaux et miniers. Les mines d'Awli et de Mibladen, de Jerada, etc., ainsi que l'exploitation d'alfa vont attirer une population nomade pauvre ou qui été chassée de son milieu par la sécheresse et la famine, ou plus encore par un processus de paupérisation progressif dû à la réduction des terrains de pacage, et à l'extension des cultures, au profit de gros agro-pasteurs.

Par exemple, Midelt, qui n'était en 1917 : «une création tout à fait artificielle, articulée autour des ksour de l'Awlat..., dictée par la nécessité d'implanter une garnison sur l'axe de poussée militaire en direction du Tafilalt, où se cristallisait alors la résistance armée», va devenir un entre urbain attirant une main d'œuvre qui allait s'employer ans les mines ou dans les chantiers d'alfa.



C'est une société en pleine décadence, dont les membres les plus déshérités se sédentarisent, en "prolétariat primitif" autour des centres miniers que nous décrit Baritou (1950 : 227-231).

Au Maroc Oriental, les nouveaux centres urbains vont connaître un essor démographique, non seulement grâce à la population sédentaire qui a constitué le premier noyau d'agglomération, ou aux nomades sédentarisés, mais aussi par une migration de type "descendant" de la montagne, comme le souligne Tag (1986), mouvements en accélération à la recherche d'emplois pour les plus déshérités ou pour la scolarisation des enfants.

Les nouveaux pôles vont jouer un rôle d'attrait sur les populations nomades. Dans la région de Neffatia, Abaab *et al.* (1992 : 3-44) rapportent la sédentarisation des nomades autour des agglomérations et des souks, créés sur les axes routiers. C'est le cas de Ben Gardane, Médenine, Tataouine, Bir Lahmar.

Ce mouvement de sédentarisation se fait de façon concomitante avec une certaine autonomisation des agglomérations et des centres urbains par rapport à la steppe. Plus qu'une autonomisation, il s'agit parfois d'un déplacement des centres de pouvoir au dépens de la steppe. Le processus de détribalisation, dont une des causes est sûrement l'institutionnalisation de pouvoirs administratifs en rupture totale, sauf pour la collecte de l'impôt et pour les corvées, avec la tribu, va s'accompagner de perte des valeurs collectives. Comme le signale Boukhobza (1982 :129) : "le centre de diffusion des nouvelles valeurs passe plus ou moins brutalement de la tribu à la "ville" ; cette dernière jusqu'alors simple bourgade protégée et parfois exploitée, se transforme en centre économique, politique et culturel capable ; non seulement de se développer indépendamment du nomadisme, mais de le dominer totalement."

Dans d'autres régions plus sahariennes, notamment à Ouargla le sort de 10 000 nomades sédentarisés, selon Bisson (1962 : 199-206) a profité des "recasements sur des palmeraies nouvelles - grâce aux abondantes ressources artésiennes de ce secteur - et surtout par la multiplicité des chantiers ouverts à la suite des découvertes pétrolières d'Hassi Messaoud et de l'extension des villes proches de Touggourt et Ouargla". Ces différentes raisons expliquent par exemple, la sédentarisation rapide de 10.000 nomades auprès d'Ouargla.

### **Une évolution profonde : la complémentation sur pâturages**

L'évolution de l'élevage nomade connaît plusieurs vitesses depuis les années 1970 et 1980. L'introduction de la complémentation dans les zones steppiques s'est accompagnée par des stratégies d'alliance des éleveurs riches avec des chevillards originaire de toutes les régions du pays. La mobilité de leurs troupeaux est facilitée par les camions. Mais, ce sont aussi ces éleveurs qui s'allient à des investisseurs étrangers, citadins défrichant la steppe pour y développer l'arboriculture ou la céréaliculture (Kamil, 1999), malgré les contestations des petits éleveurs dans certaines situations.

L'alimentation concentrée subventionnée par l'Etat dans les années 1970 en période de disette est vite devenue une pratique fréquente, avec maintien et même augmentation des effectifs du cheptel. La part de l'alimentation n'a cessé d'augmenter dans la part des ressources fourragères, maintenant ainsi une charge animale dépassant la capacité des ressources fourragères. A titre d'exemple, le cheptel ovin a doublé en Algérie passant de 8 M en 1970 à plus de 17 M en 1990.

En même temps on assiste à une certaine érosion des espèces rustiques au profit d'autres espèces valorisant mieux une alimentation composée. C'est le cas de la Hamra en Algérie et de la Barbarine en Tunisie. Au Maroc, certains expériences ont tenté de diffuser des races

synthétiques par exemple celles issues des croisements entre la race rustique Béni Guil et la race D'man que l'on retrouve plus dans les oasis (Kamil, 1999 b).

Que ce soit en Algérie, où a été mise en place, selon Abaab *et al.* (2000), "la politique de bas prix des aliments de bétail", en Tunisie où "l'amélioration des disponibilités fourragères s'est faite en premier lieu à travers un cours à des importations massives d'intrants pour la fabrication d'aliments de bétail", ou une politique de sauvegarde du cheptel au Maroc, le recours à la complémentation est devenu systématique dans les élevages en zones steppiques, mais aussi discriminant.

Face à tous ces changements, seuls les gros et moyens éleveurs ont pu résister aux effets du désengagement de l'Etat, par contre une frange importante s'est retrouvée face aux spéculateurs, et dans certains cas est venue grossir, suite à une décapitalisation inévitable, les quartiers bidonvilles des centres urbains (Kamil, 1999a, 1999b).

## **Evolution actuelle de la steppe**

La steppe est l'objet de maintes interventions. Elle suscite, certes avec un certain retard par rapport aux piémonts de l'Atlas par exemple, la convoitise de propriétaires citadins. On y assiste, avec très peu de différence, à l'évolution du moyen Atlas, dont Jennan (1990) nous rappelait que « l'emprise foncière citadine sur ces espaces est telle que les structures locales pré-existantes sont ébranlées : évolution ou abandon de l'activité pastorale, mutations socio-professionnelles, émigration. Le processus de ce type d'espace s'insère en effet dans la logique du capitalisme agraire dont l'essor est fonction de la destruction des équilibres locaux.

Dans ces espaces à dynamisme externe (capitaux investis étrangers aux finages, systèmes de culture pratiqués importés, destination des produits sans lien avec l'environnement local), les conditions de paupérisation des populations autochtones et de l'exode rural, comme corollaire, sont réunies».

Nous avons montré ailleurs que le phénomène de grignotage de la steppe et le développement de la culture du pommier constitue un prolongement de la logique d'extension des nouveaux propriétaires, facilités en cela par la protection des représentants locaux du ministère de tutelle. (Kamil, 1999a).

Mais, il semble que l'espace steppique subit dans tout le Maghreb une emprise foncière forte. Les évolutions qu'il a subies et qu'il subit encore menacent les fondements du pastoralisme. Etant donné que le processus de production et l'accroissement de la richesse ne peuvent avoir lieu que via la négociation de l'accès aux ressources, à travers les règles coutumières, la destruction des aires de pâturages ne pouvait que conduire à celle des populations pastorales qui en vivaient, car « extraire un lieu ou une fraction sociale revient au même. C'est détruire l'ensemble de la construction. L'espace nomade est très strictement organisé et non dilué dans l'immensité désertique comme se plaisent à le décrire les observateurs extérieurs. Il est soumis à une très forte interaction spatiale c'est-à-dire au fonctionnement d'un système spatial dans lequel la ville tient une place essentielle. » (Retaille D., 1989 : 21-35).

Dans une enquête conduite à Neffatia en Tunisie, Abbaa *et al* (1992 : 3-44) signalent le développement des disparités sociales, au niveau de l'appropriation du foncier, et l'apparition d'une importante couche sociale (42 %) formée de producteurs marginaux. Dans ces conditions, seules les exploitations disposant d'un capital foncier, animal et arboricole sont capables de se reproduire. Par contre, celles où "dominent les structures et les formes d'organisation et de production de l'ancienne société pastorale sont menacées par la



disparition." Car, comme le signale Mouldi, (1994 : 227), dans le cas tunisien : « ...L'olivier, en dévorant le mouton - cette richesse mobile des bédouins, difficile à recenser, à confisquer ou à mettre en hypothèque - et en lui substituant une richesse fixe à caractère essentiellement spéculatif, a élargi les horizons économiques des fellahs qui se sont orientés de l'économie d'autosubsistance vers une économie marchande faisant intervenir les commerçants, les industriels et les divers agents de la ville ».

Nous ne pouvons pas avancer un constat définitif, ni une analyse fine de ce que sera le devenir des zones steppiques, car sont rares les travaux qui s'y sont intéressées. Et c'est à raison que Abaab *et al.* (2000 : 139-165) affirment que : « les régions arides et désertiques des trois pays ne semblent pas bénéficier autant que celles du Nord des politiques de formation-recherche-vulgarisation », et d'ajouter qu'il : « est aberrant qu'aucune recherche sur les céréales ne soit faite sur les zones steppiques, qui pourtant, en recèlent plusieurs millions d'hectares ». Or, comme nous le montre la littérature, l'économie de la steppe s'est appuyé aussi sur les emblavements pour la sécurisation alimentaire des populations. Les cultures ont même fait l'objet de réflexions profondes de la part des administrateurs coloniaux, et ont été pointée comme des lignes de fractures, en raison de la concurrence qu'elles peuvent susciter sur le foncier.

Aujourd'hui, L'élevage continue à alimenter les marchés urbains, et s'inscrit dans des filières de commercialisation ou de transformation s'étendant à des régions lointaines. La lutte contre la paupérisation des éleveurs passe peut-être par la valorisation locale des produits. La steppe est aussi l'objet d'exploitation de plantes médicinales et alimentaires (Kamil 1999a), et est vouée aux yeux de certains responsables à se transformer en espace cynégétique. La population locale n'est que très peu associée à la réflexion autour du devenir de la steppe.

## Conclusion

Les steppes ne peuvent plus être ignorées comme un espace marginal. Elles continueront longtemps à abriter une population nombreuse. En effet, les populations des zones steppiques et désertiques représentent plus de 37 % au Maroc et en Algérie, plus de 28 % en Tunisie (Abaab *et al.*, Op.cit).

Les investigations et les interventions dans le domaine steppique doivent prendre en compte la dimension dynamique des changements d'ordre socio-spatial, économique et technique, car « il faut donc considérer comme une nécessité opérationnelle dans l'accomplissement d'un programme d'intervention matérielle et sociale sur la nature, et comme un facteur possible de son succès, l'analyse des formes multiples de représentations de l'environnement des diverses sociétés. » (Godelier, 54).

Le bouleversement des échanges entre les groupes sociaux traduisait justement une inégalité de ressources. La pauvreté était inscrite dans les rapports entre les groupes et au sein des groupes. Le postulat de l'égalitarisme tribal n'a fait que cacher les dynamiques socio-économiques l'œuvre et a dédouané les pouvoirs publics d'y développer une politique de lutte contre la pauvreté.

Les projets de développement étaient souvent destinés aux populations démunies. Mais, visant un égalitarisme hypothétique à reconquérir, par la mise en place de coopératives, par le renforcement de liens de solidarité, ils n'ont fait que privilégier les leaders locaux. Car comme le disait Pascon (1981 : 429-446) : « A qui y regarde de près, rien de moins égalitaire qu'une tribu. Il ne faut pas se laisser prendre à son propre discours idéologique ou à celui des ethnographes coloniaux. Quand l'inégalité des lignages n'a pas débouché sur des clientèles ou

de quasi-castes comme dans l'oued Dra, elle n'a pas manqué de traverser les corps politiques segmentaires.»

La dynamique des zones steppiques cache, sous des processus de sédentarisation, urbanisation, mise en valeur, exode, etc. l'appauvrissement de larges pans de la société rurale. La décadence tant décriée de la steppe engage la responsabilité des pouvoirs publics dans la dilapidation du foncier pastoral, l'absence de lutte contre la spéculation des chevillards et des intermédiaires, et du renforcement de la société civile locale. Au nom de la modernisation de l'agriculture, les services techniques imposent des visions étrangères aux populations pastorales. Les seuils de rupture des économies familiales sont vite atteints, larguant une population de plus en plus nombreuse vers les bidonvilles.

## Bibliographie

- Abbab A., Ben Abed M.A., Naceuer N., 1992. Dynamique des systèmes de production en zone agro-pastorale du sud-st tunisien (Cas de la zone de Neffatia). *Revue des Régions Arides*, Vol 3, n° 1 : 3-44.
- Attia H., Benhalima H., 1973. L'Homme et l'environnement chez les Béni MGUILD. *Revue de Géographie du Maroc*, n°23-24 : 179-182.
- Aurenche O., 1993. « Du nomade magnifié au nomade mystifié : point de vue sur l'histoire de la steppe » *Steppes d'Arabies. Etat, pasteurs, agriculteurs et commerçants : Le devenir des zones sèches. Sous la dir de BOCCO R., JAUBERT R., METRAL F.* Paris, PUF. Genève, Cahiers de l'I.U.E.D : 19-34.
- Baritou M., 1950. La mise en valeur des Hauts Plateaux du Maroc Oriental. *BESM*, vol XIII, n°47 : 227-231.
- Benachenhouch M., (nd). Les ouled el Hajj Nomades et transhumants dans le Rokam.
- Berque J., 1982. *Ulémas, fondateurs, insurgés du Maghreb XVII<sup>e</sup> siècle*. Ed. Sindbad
- Bisson J., 1962. Les Nomades des Départements Sahariens en 1959. *Travaux de l'Institut de Recherches Sahariennes*. Vol, XXI : 199-206.
- Boukhobza M., 1982. L'agro-pastoralisme traditionnel en Algérie. De l'ordre tribal au désordre colonial. Office de Publications Universitaires. Alger. 458 p.
- Colin G.-S., 1938. Origine arabe des mouvements de populations berbères dans le Moyen-Atlas. *Hespéris Tamuda*, TXXV, 2e -3e trim : 265-268
- Cote M., 1983. *L'espace algérien*. Off. Publ. Univ. ALGER.
- Eydoux H.-P., 1943. L'Homme et le Sahara. Paris : gallimard.
- Forichon R., 1952. « La mise en valeur des steppes de la moyenne Moulouya » *BESM* : 440-447
- Foucauld (Ch de.), 1939. *Reconnaissance au Maroc (journal de route)*. Paris : société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales.
- Fraguier (Cdt), 1953. La crise du nomadisme et de l'élevage sur les Hauts Plateaux Algériens. *Travaux de l'Institut de Recherches Sahariennes*. Vol. IX. : 71-97.
- Godelier M., 1984. L'idéal et le matériel. Fayard.



Jennan L., 1990. Evolution récente des systèmes socio-économiques et différenciation spatiale au Moyen Atlas. In: A. Bencherifa & H. Popp (éd). Le Maroc, espace et société. – Passau 1990.

Michel N., 1997. *Une économie de subsistances. Le Maroc précolonial*. Institut français d'archéologie orientale (IFAO), le Caire.

Mouldi L. , 1994. Du mouton à l'olivier. Essai sur les mutations de la vie rurale maghrébine. Cérès Editions. Tunis.

Pascon P., 1981. « Segmentarité et stratification dans la société rurale marocaine » in *Structures et cultures précapitalistes*. Actes du colloque tenu à l'Univ Paris VIII Vincennes (dir) GALLISSOT R.. Anthropos : 429-446

Peyron M. 1994, Etudes méditerranéennes, 18-1994. Tours. (continuité et changement dans une zone de transition au Maroc : la Haute-Moulouya et le Haut-Atlas de Midelt. 71-79.

Retaille D., 1989. La conception nomade de la ville ». *Le Nomade, l'Oasis et la Ville, URBAMA*, 20 : 21-35.

Tag B., 1985. Les Hauts Plateaux du Maroc Oriental. La destructuration du nomadisme et ses conséquences. Rev. Fac. Lettres et Sc. Hum., Fès, n°1 : 23-41.

Tag B., 1986. "La croissance des petites villes du Maroc Oriental ". in Petites villes et villes moyennes dans le Monde Arabe. *URBAMA*, 16-17 : 107-123.

Tozy M., 1989. "Quelques cas de production « indigène » de droit". In *Droit et environnement social au Maghreb*. Ed. CNRS. Paris. 1989 : 83-103.

Velu (Dr), 1926. LA TRANSHUMANCE. Les problèmes économiques qu'elle pose. *R.G.M. T.V* fasc.1, 1er trim : 77-90.